

Roissy, le 22 décembre 2016

POURQUOI NOUS AVONS VOTÉ CONTRE.

Comme vous le savez certainement, nous avons voté lors du CT du 13 décembre contre la proposition d'expérimentation avec un cycle à 7j/12.

Nous le répéterons donc une fois de plus, nous sommes déterminés à ne pas abandonner le 1j/2 sur le cycle. C'est une conviction forte, la même depuis le début des discussions à ce sujet.

➤ **Le tiers qui gratte**

Si nous avons signé le protocole c'est parce qu'il répondait en partie à notre grand cheval de bataille que sont les effectifs. Mais aussi parce qu'il nous garantissait une minorité de blocage et qu'il ouvrait le GT7, nous permettant de proposer des gains de productivité sans vendre nos futures conditions de travail. Cette minorité de blocage était importante car elle garantissait que sur un sujet aussi sensible que les expérimentations, une adhésion de plus des deux tiers soit nécessaire. Elle était un pré-requis à la levée des préavis du 1^{er} juin pour l'UNSA-ICNA mais aussi pour le SNCTA qui l'a dûment écrit dans ses communiqués. Il n'y a donc pas de duperie, l'administration, le ministre, le SNCTA et l'UNSA-ICNA ont apposé leur signature en toute connaissance de cause. Personne ne peut aujourd'hui crier au déni de démocratie quand des textes négociés et approuvés sont appliqués.

➤ **La grenouille dans le chaudron**

Comme l'organisme l'a très souvent répété : les expés ne sont pas la panacée à CDG.
Comme la DO l'a dit en GT7 : le 7 jours sur 12 pourrait amener à des pertes de productivité.

Mais alors pourquoi autant d'énergie et de pression pour les mettre en place ? Parce que si le Jsupp ne semble pas insurmontable aujourd'hui, du fait du peu d'occurrence et de la récupération pour conserver le 1 jour sur 2 à l'année il représente le plus gros changement des 15 dernières années en terme de conditions de travail. Une fois que nous serons habitués à penser le cycle sur 7 jours et non plus 6 il sera bien plus simple d'augmenter le nombre d'occurrences, bien plus simple (quoique délicat) de petit à petit mettre fin aux recups associées (comme au service technique). D'ailleurs les récupérations seront tellement difficiles à poser qu'elles devront en partie être dirigées, et ce dès la mise en place à faible occurrence.

Nous nous doutons bien que la première année va bien se passer : le trafic ne sera pas au rendez-vous, il y aura peu de Jsupp et les gens vont tranquillement s'habituer aux 550 €. Gageons même que lors de cette première année les conditions de travail seront allégées. Ceux qui aujourd'hui réclament à corps et à cri la mise en place du Jsupp réclameront la validation de ce mode de fonctionnement... pour 50€ de plus. Et ce sera fini, le 7 jours sur 12 sera la norme.

Bref ce n'est pas tant le cycle expé que nous combattons que la méthode un brin soumoise et opportuniste pour mettre à terre un des piliers du statut ICNA: le 1j/2

➤ Effectif

Une des questions cruciales est de savoir quel va être l'impact d'une solution ou d'une autre sur les affectations à CDG. L'organisme nous exhorte à faire une expé pour prouver notre bonne volonté et obtenir des effectifs en récompense. Il explique l'urgence par la tenue d'un GT effectif en janvier. Pour nous les efforts sont là depuis de nombreuses années, notre sous-effectif est criant, nous n'avons pas à exécuter une énième danse du ventre pour devoir exiger que notre BO soit atteint.

L'option 1 (celle payée à 550€ à CDG) prévoit l'abaissement du temps de pause à 20% et un minimum de 8 Jsupp par an. Cette option augmente la productivité d'un ICNA et amènerait indubitablement à une baisse du BO.

L'organisme avance à pas de velours avec une proposition qui conserve un temps de pause de 24% et environ 6 Jsupp par an. Ironiquement elle ne s'inscrit pas en l'état dans le cadre tel que défini dans le protocole et toute pirouette ayant pour but de la valider devrait passer.....en GT 7. Mais ne nous trompons pas, sous couvert de rendre notre vie plus agréable, le but est clairement, par un gain de productivité, de pouvoir, à terme, faire plus avec moins.

➤ Ca Patch pas !

Quel paradoxe. Nous nous sommes battus contre le J6 du patch depuis sa mise en place, nous avons critiqué l'utilisation abusive des QICA des expés, nous réclamons le renforcement du travail en équipe et aujourd'hui nous proposons un cycle qui déroge à tout cela. Si nous le faisons ce n'est pas anodin.

Premièrement nous avons dit que nous consentirions à des gains de productivité en attendant les effectifs si l'administration s'engageait à des recrutements. Ensuite nous sommes convaincus que ce cycle sera plus facile à améliorer avec une hausse des effectifs.

Et surtout nous ne mettons pas en péril le BO de Roissy.

“ Au fur et à mesure de la remontée des effectifs à CDG nous serons les premiers à demander un retour à un cycle moins éclaté auquel nous avons déjà réfléchi et sans temporisation des QICA “

➤ Et maintenant ?

Le Comité de suivi de protocole a créé un GT7, ayant pour objectif d'analyser et de valider des propositions alternatives d'XP. C'est dans ce cadre que l'UNSA-ICNA travaille pour différents centres, dont Brest, Bordeaux ou Aix. Ce GT en est à ses balbutiements avec seulement trois réunions à ce jour. Notre but aujourd'hui et de continuer à travailler sur notre proposition alternative et de la porter dans ce GT afin de la faire valider comme une expé pour qu'elle soit rémunérée et surtout cadrée dans sa durée et dans ses conditions. Cela découle de l'attention aux critiques portées sur notre proposition de cycle, donc de notre écoute du centre. Il n'est pas question pour nous d'offrir à l'administration la possibilité de faire tout et n'importe quoi. La tâche s'annonce ardue tant l'administration centrale fait preuve de mauvaise volonté. Mais nous gardons espoir que sous la pression et face à ses engagements protocolaires la situation se débloque.

Nous ne voulons pas que les ICNA de CdG se voient imposer une solution unique sans avoir le temps d'étudier une alternative solidement construite.

Cela nous prend du temps, nous ne pouvons le nier.

Nous demandons donc à notre organisme de nous laisser le temps de travailler et de présenter cette alternative, dans une ambiance sinon apaisée, pour le moins sans la pression du « cycle arrêté 2002 ».

